

[Text]

they made some adjustments in terms stumpage. They spent some money on infrastructure, ways that aided the producers but did not represent a subsidy.

**Mr. Peterson:** You are aware of the fact, I suppose, that even Premier Vander Zalm now regrets that the 15% tax went on because of the difficulties they are facing there as well.

**Mr. Andre:** It is not a preferred option, I agree, except in comparison to the alternative, which was a 35% countervail duty in the United States.

**Mr. Peterson:** We can certainly debate that. Now, one of the problems is exports. Since that tax was negotiated and agreed to by the Government of Canada, the percentage of the produce that has gone to the United States has fallen from about 88% to less than 10%. First of all, there is very little tax being paid except for exports, and we are being shut out of that market, in effect, and this is why these plants have had to cut down.

If your alternative is to impose across-the-board tax on all production such as stumpage fees, that is not going to work. That is going to penalize all the production, even what is going to the Canadian consumer and the Canadian market. So that is not going to be a helpful alternative, which is what has been suggested, that the provinces should increase their tax rates. But if they do that, then it is not related to just exports. Since less than 10% of the produce is now going to the United States, this is not a preferred option and it is not one that is going to work.

**Mr. Andre:** I do not know about your figures and how generally they apply across the country.

**Mr. Peterson:** They apply to northern Ontario.

**Mr. Andre:** Again, we should not lose track of the fact. . . My recollection is that housing starts in the last year have dropped down to an annualized rate of 50% of normal averages, so that is a tremendous drop in the demand for 2x4s.

**Mr. Peterson:** Yes, but we are talking about the American market here.

**Mr. Andre:** I am talking about housing starts in the U.S.

**Mr. Peterson:** Since that 15% tax was negotiated, Mr. Minister, not only do we have the tax itself, but we have a 15% adverse change in the exchange rate. So there is a 30% whammy that our northern Ontario producers have had to bear, and this is why they are on the verge of closing down and so many have closed down already. Surely the circumstances have changed and dramatic action is needed by our government.

[Translation]

qu'en Colombie-Britannique on a fait des rajustements en matière de droits de coupe. La province a fait des dépenses en infrastructure, ce qui a aidé les producteurs, mais sans constituer une subvention.

**M. Peterson:** Vous savez, j'imagine, que le Premier ministre Vander Zalm lui-même regrette aujourd'hui l'adoption de la taxe de 15 p. 100 à cause des difficultés qu'on connaît aussi dans cette province.

**M. Andre:** Ce n'est pas le choix qu'on aurait préféré, j'en conviens, si ce n'est par rapport à l'autre solution, c'est-à-dire un droit de compensation de 35 p. 100 imposé par les États-Unis.

**M. Peterson:** Nous pourrions sûrement discuter de cela. Mais un des problèmes est constitué par l'exportation. Depuis que cette taxe a été négociée et acceptée par le gouvernement du Canada, le pourcentage du produit qui est exporté aux États-Unis est passé de quelques 88 p. 100 à moins de 10 p. 100. Tout d'abord, il se paie très peu de taxes, si ce n'est à l'exportation et on nous écarte de ce marché en réalité et c'est pourquoi les usines en question on dû fermer.

Si l'autre solution que vous préconisez est d'imposer une taxe générale sur toute la production, des droits de coupe, par exemple, cela ne fonctionnera pas. Cela va pénaliser toute la production, même la partie qui va aux consommateurs canadiens et au marché canadien. Ce n'est donc pas une solution utile, bien qu'elle ait été suggérée, que les provinces augmentent leurs taux d'imposition. Mais, si elles le font, cela n'intéresse plus seulement l'exportation. Puisque moins de 10 p. 100 du produit se rend maintenant aux États-Unis, ce n'est pas une solution privilégiée; c'est même une solution qui ne pourra pas s'appliquer.

**M. Andre:** Je m'interroge sur vos chiffres et sur leur application à tout le pays.

**M. Peterson:** Ils s'appliquent au nord de l'Ontario.

**M. Andre:** Encore une fois, nous ne devons pas perdre de vue. . . Si je me souviens bien, les mises en chantier, ont diminuée au cours de la dernière année pour atteindre un taux annuel de 50 p. 100 des moyennes normales. C'est donc une diminution considérable de la demande dont sont l'objet les pièces de bois de deux pouces sur quatre pouces.

**M. Peterson:** Oui, mais ce qui nous intéresse ici, c'est le marché des États-Unis.

**M. Andre:** Je parle des mises en chantier aux États-Unis.

**M. Peterson:** Depuis que cette taxe de 15 p. 100 a été négociée, monsieur le ministre, non seulement avons nous la taxe elle-même, mais nous avons aussi un taux de change désavantageux de 15 p. 100. C'est donc un fardeau de 30 p. 100 que doivent porter nos producteurs du nord de l'Ontario et c'est pourquoi ils s'apprentent à fermer leurs usines, ce que beaucoup d'entre eux ont déjà fait. d'ailleurs. Il est bien sûr que la situation n'est plus la